

Politique de santé

Le mouvement "Les vieux méritent mieux" cristallise les attentes des acteurs du grand âge

Publié le 24/09/24 -
18h25



Sous la bannière de la mobilisation "Les vieux méritent mieux", dix-huit fédérations s'unissent pour porter leurs revendications. Outre le renforcement des moyens financiers et une nouvelle politique du grand âge, elles attendent des actes forts au-delà des promesses. Le dernier baromètre RH et finances de la Fnadepa reste alarmant.



Les fédérations partenaires de la mobilisation "Les vieux méritent mieux" jouent l'union sacrée pour sortir les âgés de leur isolement. (Morcillo/BSIP)

On ne compte plus les messages d'alertes pour dénoncer les difficultés du secteur du grand âge. Le mouvement "Les vieux méritent mieux" lancé en 2022 par la Fnadepa en fait partie. Dans un contexte d'instabilité politique, l'édition 2024 a pris un nouveau tournant (lire nos articles [ici](#) et [là](#)). En quelques semaines, la Fnadepa a réussi à mobiliser dix-huit fédérations ou associations venant des trois secteurs (public, solidaire et privé). Chacune a appelé ses adhérents à organiser ce 24 septembre après-midi des rassemblements de type *sit-in* avec le plus grand nombre de professionnels, de personnes âgées, de familles.... L'objectif est de porter auprès du plus grand nombre les

revendications pour améliorer le quotidien des âgés accompagnés mais aussi celui des professionnels et des structures afin de modifier leur avenir qui s'annonce plutôt compromis.

Dix-huit fédérations pour faire bloc

La troisième édition de la mobilisation des "Vieux méritent mieux" compte la Fnadepa à l'initiative mais aussi : Adédom, AD-PA, Conférence nationale des directeurs d'établissements pour personnes âgées et handicapées, Fehap, Fesp, FHF, Fnaafp/CSF, Fnapaef, Fnaqpa, Groupe national des établissements publics sociaux et médico-sociaux, Nexem, les Petits Frères des pauvres, Synerpa, Una, Unassi, Unccas et Uniopss. Au cours de la conférence de presse de ce 24 septembre l'absence des représentants des organisations syndicales dans la mobilisation a été évoquée. Certains participants se disent prêts à élargir le mouvement "Les vieux méritent mieux" pour frapper encore plus fort.

En amont de la mobilisation nationale, la Fnadepa et les représentants des fédérations et associations ont présenté leur initiative aux médias en la qualifiant notamment "*d'union sacrée*". Parmi les mesures qui font consensus Jean-Pierre Riso, président de la Fnadepa a évoqué les plus emblématiques. "*Nous réclamons aujourd'hui solennellement un fonds d'urgence de 1,4 milliard d'euros qui sera nécessaire pour assurer la survie de nos établissements et services*". Et d'ajouter que cette demande est urgente. "*Elle doit permettre à nos structures de ne pas disparaître*". Les fédérations réitèrent ainsi une demande faite en avril dernier mais à treize (lire notre [article](#)). En 2023, le fonds d'urgence aux Ehpad s'élevait à 100 000 euros et le domicile n'a pas été destinataire d'une telle aide.

Appel à l'action politique

Le collectif demande également "*une politique volontariste pour renforcer l'attractivité des métiers du grand âge*", une réforme structurelle qui pourrait se faire *via* la future loi de programmation prévue dans la loi Bien vieillir ou encore un financement nécessaire de 12 milliards d'euros. Sans oublier un taux d'encadrement de l'ordre de huit équivalents temps plein pour dix résidents en Ehpad, une tarification des services à domicile à la hauteur du coût de revient de chacun d'entre eux et l'indexation des charges de fonctionnement et de structure sur l'inflation. Telles sont les revendications qui unissent tous les participants à la mobilisation, a insisté Jean-Pierre Riso avant de proposer un tour de table des fédérations qui ont pu ainsi évoquer individuellement leurs principales attentes. Une façon aussi au-delà de leurs sensibilités de démontrer leur volonté de faire bouger les lignes.

Isabelle Hartvig, vice-présidente de l'Association vivre et vieillir ensemble en citoyens a ainsi indiqué que son association attendait du nouveau Gouvernement qu'un projet de loi sur l'autonomie soit mis en

priorité à l'agenda de l'Assemblée nationale. De son côté, Marc Bourquin, conseiller stratégie parcours proximité, autonomie et territoire auprès de la délégation générale de la FHF a qualifié la situation actuelle du secteur de crise existentielle d'une partie de l'offre demandant aussi une loi de programmation mais surtout très rapidement la publication des décrets majeurs de la loi Bien vieillir...

Une question de survie

Finalement, tous ont déploré la crise inédite du secteur. Les termes de "survie", "problématiques d'attractivité", "d'absence de politique" ont été dits à plusieurs reprises. La présidente de l'Una, Marie-Reine Tillon, a résumé ainsi la situation. Pour elle, après les déserts médicaux, *"le risque aujourd'hui est de se retrouver de plus en plus avec des déserts médico-sociaux"*. Elle pense également que seule une réforme en profondeur du système de financement pourra contrecarrer le phénomène. Elle dénonce les mesurette qui ne donnent pas aux professionnels les moyens d'assurer dans les meilleures conditions leurs missions. Et elle partage largement ce constat avec les représentants des autres fédérations. Tous reconnaissent aussi que cette mobilisation est sans précédent. Ils semblent avoir envie de porter une parole commune notamment dans les futurs débats autour du projet de loi de financement de la sécurité sociale ou dans le cadre des premiers contacts avec les nouveaux ministres de la Santé et des Solidarités, respectivement Geneviève Darrieussecq et Paul Christophe. À ce stade, la volonté d'unir leurs forces pour obtenir des réponses reste forte mais les moyens des actions à venir restent encore à définir.

La Fnadepa estime le déficit moyen des Ehpad à 181 967 euros

Les enquêtes se suivent et rapportent toujours des difficultés persistantes en termes de recrutement et de fidélisation. Globalement, les finances sont toujours dans le rouge pour le secteur du grand âge. Ainsi presque la moitié des établissements et services (48%) parmi les 1 600 adhérents de la Fnadepa interrogés en septembre dernier déclarent ne pas disposer de réserves de compensation suffisantes pour couvrir un éventuel déficit. Tout établissement confondu, le déficit moyen pour 2024 est estimé à 156 597 euros (€). Pour les Ehpad, ce déficit s'affiche à 181 967 € contre 52 577 pour les résidences autonomie, 92 273 (€) pour les services autonomie à domicile et 110 000 € pour les services de soins infirmiers à domicile (Ssiad). Par ailleurs, 64% des établissements et structures interrogés rapportent manquer de personnel représentant 2,7 équivalents temps plein (ETP). C'est un peu moins qu'il y a un an (avec 78% des établissements et 3,9 ETP). Cette embellie n'efface pas pour autant la crise que vit le secteur. La Fnadepa ajoute en effet 16% des structures répondant à l'enquête reconnaissent geler les entrées ou réduire les plans d'aide et d'accompagnement faute de personnel. Autre statistique inquiétante, les directeurs interrogés sont plus nombreux à envisager quitter leur métier à court ou moyen terme.

Lydie Watremetz, à Paris

Les informations publiées par Hospimedia sont réservées au seul usage de ses abonnés. Pour toute demande de droits de reproduction et de diffusion, contactez Hospimedia (copyright@hospimedia.fr). Plus d'informations sur le copyright et le droit d'auteur appliqués aux contenus publiés par Hospimedia dans la rubrique [droits de reproduction](#).

Pas encore abonné à HOSPIMEDIA ?

Testez gratuitement notre journal en vous rendant sur <http://www.hospimedia.fr>

Votre structure est abonnée ?

Rapprochez-vous de votre référent ou contactez nous au 03 20 32 99 99 ou sur <http://www.hospimedia.fr/contact>